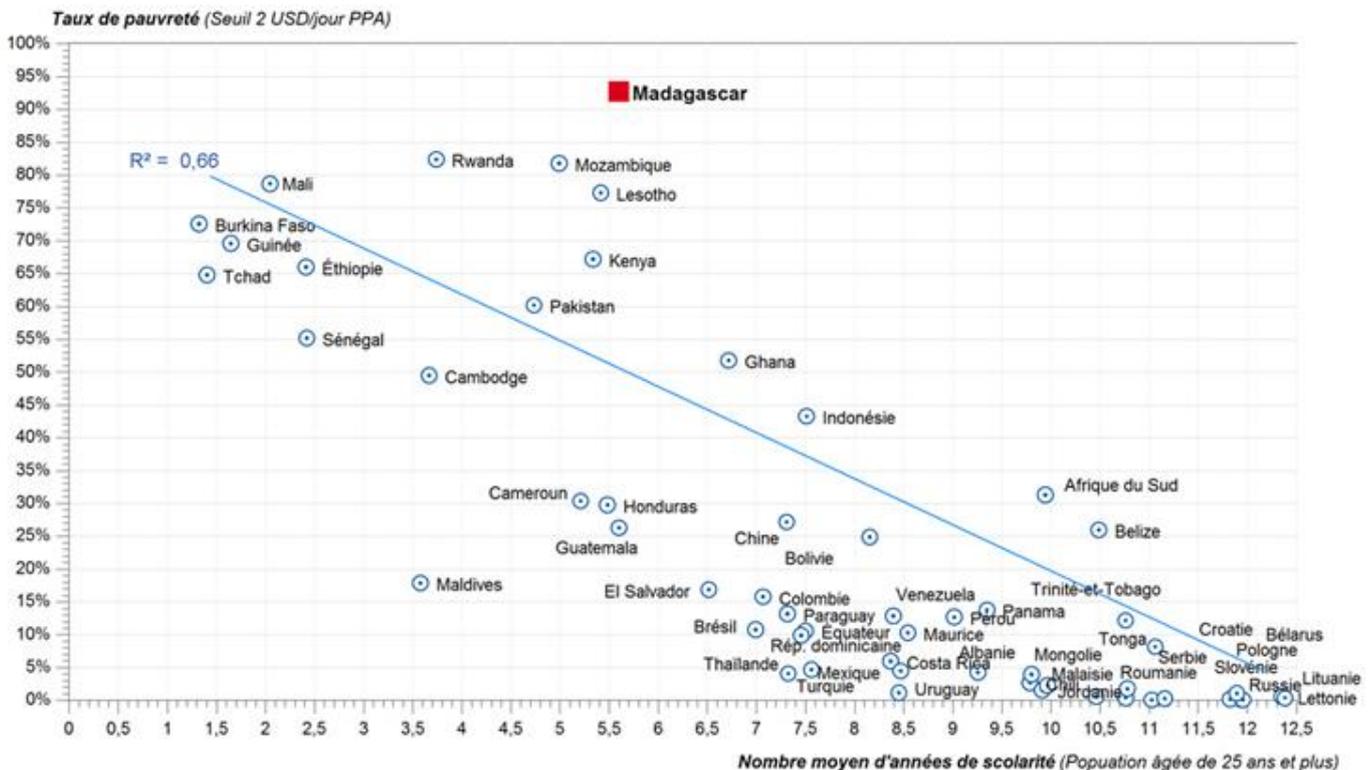


Combattre la pauvreté par l'éducation

Le dernier rapport de la Banque mondiale sur l'évaluation de la pauvreté à Madagascar, au cours de la dernière décennie (2012-2022), confirme le caractère « *alarmant* » des chiffres : plus de 24 millions de personnes vivent avec moins de 4 000 ariary (0,89 \$) par personne et par jour, ce qui porte le taux de pauvreté national à un peu plus de 75 % de la population¹. Les experts reconnaissent que l'analyse économique traditionnelle est insuffisante pour évaluer la pauvreté, dans la mesure où elle ne prend pas en compte des aspects non monétaires du bien-être tels que l'accès à l'éducation, aux soins de santé ou aux services de base comme l'eau potable et l'électricité, tout comme les variables psychologiques dont on peut tirer des indications pertinentes. Entretien par des obstacles structurels persistants, la pauvreté est à la fois monétaire et multidimensionnelle².

Données de l'Unesco³

Graphique 13 : Taux de pauvreté et nombre moyen d'années de scolarité



Source : données de l'Unesco, de la Banque mondiale et calculs de l'auteur pour Madagascar

¹ <https://blogs.worldbank.org/fr/nasililiza/fighting-poverty-education-why-school-reforms-are-urgently-needed-madagascar-afe-0324>

² <https://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/publication/madagascar-afe-poverty-assessment-navigating-two-decades-of-high-poverty-and-charting-a-course-for-change>

³ [Unesco](https://www.unesco.org/)

Les études menées auprès des habitants de treize communes à travers les six provinces du pays, pour comprendre comment la pauvreté les affecte dans leur vie quotidienne, **ont confirmé ce que l'analyse des enquêtes auprès des ménages suggérait sur les causes profondes de la pauvreté, au premier rang desquelles figure le manque d'éducation.** De nombreux témoignages soulignent à quel point l'éducation, en termes d'accès et de qualité, est un facteur essentiel pour briser le cycle de la pauvreté. Les participants ont souligné que le faible niveau d'éducation des jeunes contribue à la perpétuation de la pauvreté et d'autres défis tels que la pression démographique urbaine, le manque d'opportunités d'emploi productif, la corruption généralisée et l'isolement des communautés rurales. Ces problèmes semblent être interconnectés et participent à entraver le développement et à aggraver la situation économique du pays.

Des chiffres éloquentes

Pour les spécialistes de la Banque, il existe une corrélation significative entre le niveau d'éducation d'un individu et son niveau de pauvreté : les personnes analphabètes ont un taux de pauvreté de 97 %, alors que celui-ci est de 83,5% pour celles qui ont terminé l'éducation primaire. Dans le même ordre d'idée, les individus qui ont bouclé l'enseignement secondaire ont un taux de pauvreté nettement inférieur, à 46 %, et le taux est encore plus bas (17%) pour ceux qui ont pu bénéficier d'une éducation supérieure.

Le verdict est implacable : *« bien que Madagascar ait atteint un taux de scolarisation net de plus de 95 % dans l'enseignement primaire et une réduction significative de l'analphabétisme, la rétention reste un problème majeur car moins d'un tiers des enfants passent de la première à la cinquième année »*. Le rapport fait état notamment du manque de moyens du système éducatif en termes de dotation des compétences dont les jeunes ont besoin pour un emploi productif.

Ainsi en 2019, 97% des enfants malgaches âgés de 10 ans étaient considérés comme *« pauvres en apprentissage »*⁴, autrement dit, ils ne pouvaient pas lire et comprendre un texte simple. Cette proportion est plus élevée comparée aux taux de 87% observé en Afrique subsaharienne et de 90% dans les pays à faible revenu. Selon ces experts, les enfants qui terminent l'école primaire (en finissant la cinquième année) peuvent encore manquer de compétences de base. Seulement 17,5% d'entre eux affichent une maîtrise adéquate de la *« littératie »*⁵ et 21,6 % en *« numératie »*⁶.

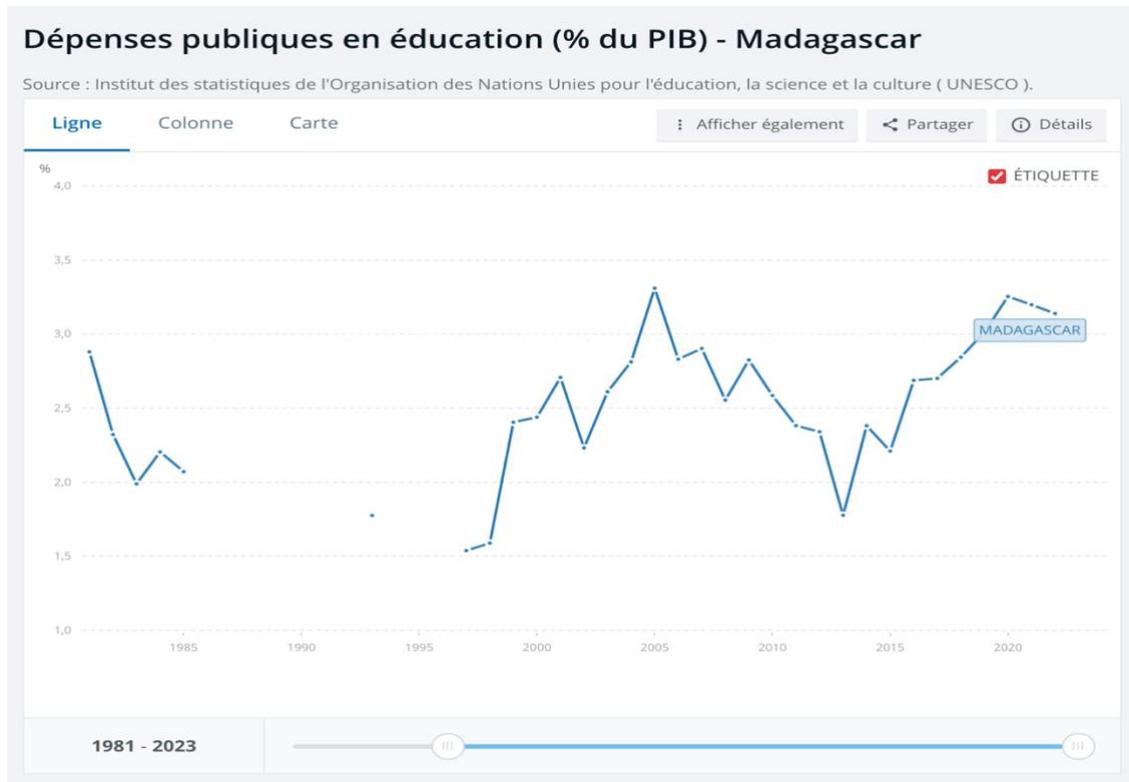
⁴ <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/174041571223420016-0090022019/original/SSAAFCS2MDGLPBRIEF.pdf>

⁵ La littératie, ou lettrure, est définie par l'OCDE comme *« l'aptitude à comprendre et à utiliser l'information écrite dans la vie courante, à la maison, au travail et dans la collectivité en vue d'atteindre des buts personnels et d'étendre ses connaissances et ses capacités »*.

⁶ La numératie est la capacité à utiliser, à appliquer, à interpréter, à communiquer, à créer et à critiquer des informations et des idées mathématiques de la vie réelle. C'est également la tendance d'un individu à réfléchir mathématiquement dans différentes situations professionnelles, personnelles, sociales et culturelles.

Des ajustements nécessaires et urgents

La situation ne peut qu'inquiéter quand on regarde l'évolution des dépenses publiques en éducation, par rapport au PIB, sur les 30 dernières années⁷.



De 1,8% du PIB en 1993, les dépenses ont progressé en dents de scie : 1,5% en 1997, 2,7% en 2001, 2,2% en 2002, 2,8% en 2004, un pic de 3,3% en 2005, suivi d'une « dégringolade » jusqu'à 1,8% en 2013, puis une remontée progressive jusqu'à 3,3%, une nouvelle fois, en 2015, avant une légère tendance baissière à 3,2 et 3,1% en 2021 et 2022.

Indépendamment du niveau de l'allocation budgétaire octroyée, l'amélioration des résultats des élèves nécessite des apports supplémentaires, nous dit la Banque mondiale, y compris « *un meilleur soutien aux enseignants, une formation et une rémunération améliorées, ainsi que des matériaux d'apprentissage suffisants et des investissements dans l'éducation de rattrapage* ». Rien que ça ! serait-on tenté de dire. À tout le moins ! répondra-t-on en écho, tant l'inventaire est accablant.

En fait, l'accès à l'éducation à Madagascar requiert des efforts concertés et des investissements à long terme pour faire face aux nombreux défis rencontrés dont les plus significatifs ont trait à l'insuffisance des infrastructures (écoles souvent éloignées des communautés rurales, pénurie de salles de classe, de bureaux et de ressources pédagogiques) et au manque d'enseignants qualifiés (beaucoup n'ont pas reçu une formation adéquate pour enseigner

7

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.XPD.TOTL.GD.ZS?end=2023&locations=MG&start=1981&view=chart>



efficacement, et ils sont souvent mal payés, ce qui affecte leur motivation et leur performance). La pauvreté est un facteur aggravant, de nombreuses familles ne pouvant se permettre de payer les frais de scolarité, les uniformes, les fournitures scolaires et les autres coûts associés à l'éducation.

Cela fait des décennies que l'on répète les mêmes constats sur l'éducation à Madagascar. Les difficultés d'accès à une éducation de qualité, le manque de ressources, et l'instabilité des politiques éducatives sont autant de défis qui persistent. Il est grand temps que les pays, y compris Madagascar, s'engagent fermement à établir une continuité dans leurs programmes d'éducation, indépendamment des changements politiques. Car les régimes politiques changeants, en balayant régulièrement les politiques éducatives et en les remplaçant par de nouvelles sans vision à long terme, ne font que détruire l'avenir des nations africaines. C'est une forme de suicide sociétale, un acte délibéré d'abandon des générations futures, qui prive les jeunes de leur droit fondamental à un avenir meilleur. Pour sortir de ce cycle destructeur, un engagement collectif, durable et inébranlable en faveur de l'éducation est indispensable.

La Rédaction

Diapason Think Tank © Mars 2025

